



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation de l'aciérie Ascoval

Question au Gouvernement n° 545

Texte de la question

SITUATION DE L'ACIÉRIE ASCOVAL

M. le président. La parole est à M. Fabien Roussel, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Fabien Roussel. Monsieur le ministre de l'économie, la gestion de la reprise d'Ascométal pose une nouvelle fois la question de la stratégie industrielle de l'État. Le Gouvernement a en effet refusé de soutenir le seul groupe qui proposait de reprendre tous les sites. Et cela, étrangement, au profit d'un groupe suisse-allemand lié à la banque Rothschild,...

Un député du groupe LR . Quelle horreur !

M. Fabien Roussel. ...qui propose de laisser sur le carreau 300 salariés et une aciérie ultra-performante à Saint-Saulve.

Ce serait une nouvelle défaite sur le front de l'emploi, pour notre industrie et pour nos savoir-faire dans la filière des aciers spéciaux. Plus largement, c'est notre souveraineté économique qui est en jeu : en vingt-cinq ans, notre industrie a perdu 1,4 million d'emplois et plus de mille usines ont fermé. Le rapport de Jean Grellier et d'Alain Bocquet sur l'avenir de la sidérurgie française, daté de juillet 2013 et adopté à l'unanimité par notre assemblée, concluait que la France devait tout faire pour protéger ses capacités de production et éviter toute nouvelle fermeture de sites pour ne pas affaiblir cette filière.

C'est ce que vous demandent les 300 salariés d'Ascoval, qui veulent plus que le CDD d'un an annoncé hier. C'est aussi ce que réclament les salariés de Fos-sur-Mer, d'Hagondange et de Leffrinckoucke, pas plus rassurés par le repreneur Schmolz qui ne s'engage que sur vingt-quatre mois, le temps sans doute de récupérer nos carnets de commandes pour alimenter ses usines en Allemagne. Quelles garanties exigez-vous du repreneur au-delà de ces vingt-quatre mois ?

Il faut tout faire pour préserver nos aciéries et laminoirs français, y compris en invitant les régions et l'État à participer au capital de ces groupes. C'est de cette manière que nous pourrions réellement protéger nos emplois et défendre notre souveraineté économique. Monsieur le ministre, avez-vous une stratégie à long terme pour la filière acier électrique de notre pays ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI.*)

M. Boris Vallaud. Très bien.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement.

M. Christophe Castaner, *secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement.* Monsieur Roussel, vous

soulevez deux questions. La première est globale, et vous avez raison de vous préoccuper de la désindustrialisation massive que notre pays connaît depuis trente ans, avec des conséquences pour la balance du commerce extérieur. Oui, il faut aujourd'hui investir massivement dans l'entreprise et nous aurions apprécié votre soutien pour cela, au moment de la loi de finances par exemple. Nous faisons en sorte de rendre l'économie française plus attractive pour les investissements étrangers. *(Exclamations sur les bancs des groupes GDR et FI.)*

M. Jean-Paul Dufrègne. Trop peu a été fait !

M. Christophe Castaner, *secrétaire d'État*. Vous m'interrogez sur un sujet très concret mais les postures devraient être cohérentes, et il faut comprendre les conséquences locales de la mondialisation – une mondialisation qu'on peut refuser. Comme vous, monsieur Roussel, je m'intéresse au sort de ces 300 salariés. Le Gouvernement n'a pas vocation à interférer avec la décision de justice qui a organisé la cession du groupe Ascométal. En revanche, personne ne peut se satisfaire d'un plan limité à un an. Mobilisons-nous tous ensemble, vous compris, aux côtés du Gouvernement pour proposer à ces salariés des solutions concrètes d'accompagnement et trouver un repreneur.

Ce site a des atouts, notamment liés aux femmes et aux hommes qui y travaillent, à leur formation, leur expérience et leur savoir-faire. C'est pourquoi les deux ministres chargés de ce dossier ont reçu hier l'ensemble des collectivités locales et des financeurs pour commencer à travailler sur une solution pérenne. Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a proposé ce matin de recevoir d'ici la fin de la semaine l'ensemble des salariés, car c'est tous ensemble que nous devons trouver une solution qui permettra de pérenniser ce site essentiel à ce territoire. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes REM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : [M. Fabien Roussel](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 545

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er février 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er février 2018](#)